



IE Bercy

La lettre d'information de l'Intelligence Economique
des Ministères économiques et financiers

N° 43 Juin - Juillet 2015

- ✓ **EDITORIAL**
Michaëlle JEAN
- ✓ **LES MUTATIONS DE L'INFLUENCE : LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE**
LE POINT DE VUE DU SCIE
LE CERCLE SCISDI
- ✓ Laurent DEJOIE
Président de l'association du notariat francophone
- ✓ Stéphane CORMIER
Délégué général de la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones
- ✓ Rita MAALOUF
Présidente d'Héliopolis Conseil
- ✓ **ECLAIRAGE TERRITORIAL**
Jean-Paul BACHY
Président du conseil régional de Champagne-Ardenne
- ✓ **LES CAHIERS DE LA VEILLE**
Pour aller plus loin sur ...
- ✓ **AGENDA IE**



Crédit photo Cyril Bailleul/OIF

Avec la progression exponentielle de l'univers numérique, le monde s'organise selon de nouveaux schémas et forme de nouvelles communautés. La diffusion d'outils de communication de plus en plus légers, peu gourmands en énergie et en infrastructures, offre l'accès à des réseaux de plus en plus vastes et divers. La collecte de données massives et la construction d'algorithmes de plus en plus puissants offrent de nouvelles possibilités d'interprétation et d'anticipation, de prises en compte des spécificités, mais aussi d'uniformisation.

Ces possibilités ne sont indépendantes ni de l'histoire, ni des cultures des différents acteurs. L'être humain ne devient pas une simple unité économique, régie par des calculs financiers. Au contraire, la conscience de vivre dans un monde ouvert, l'aspiration à l'universel, renforce aussi manifestement le besoin de se sentir attaché à un lieu, à une origine. Parmi les marques de cet attachement, il y a la langue, avec tous les échos qu'elle éveille dans l'espace politique, juridique et social. La langue comme levier d'influence décuplée par un usage stratégique des moyens numériques offrant de vastes possibilités de reconnaissance et de fécondation mutuelle.

La Francophonie, enracinée dans le passé et travaillée par de puissantes forces nouvelles, démographiques et culturelles, est dans ce contexte, un espace des plus féconds. Un lieu d'origine et de modes de vie, de diversité et d'expériences singulières, de modèles, d'organisation et de solutions capables de répondre aux problèmes majeurs qui se déploient avec la montée des inégalités, l'aggravation des vulnérabilités, la volatilité des marchés et les conséquences du changement climatique.

J'ai la conviction que notre influence repose sur notre capacité à combiner les différents réseaux et niveaux institutionnels, les ressources humaines et naturelles rassemblées dans la Francophonie, formidable passerelle entre 80 États et gouvernements sur les cinq continents. Elle se fortifie dans la mise en valeur et le dynamisme de la société civile francophone, les initiatives prises par les jeunes, leur créativité, leur désir d'entreprendre, les efforts constants des femmes pour sortir d'économies informelles et prendre leur place dans les différentes chaînes de valeur. L'influence de la Francophonie grandit et se construit par la volonté de créer et de renforcer des liens dans des partenariats fructueux et innovants.

Michaëlle JEAN
Secrétaire générale de la Francophonie

LE POINT DE VUE DU SCIE

LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE, ENJEU ET TERRAIN D'INFLUENCE

JEAN-LOUIS TERTIAN

COORDONNATEUR MINISTÉRIEL A L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE (P.I.)



IE Bercy traite, au cours de l'année 2015, sous différents angles, du thème des mutations de l'influence de façon à éclairer les changements qui sont en cours. Au travers de cette approche, la volonté est d'illustrer, dans une logique d'intelligence économique, tant la diversité des évolutions qui sont à l'œuvre que les interactions qui sont susceptibles d'exister entre elles. Il a paru dès lors pertinent d'aborder un thème rarement perçu dans sa dimension économique, celui de la francophonie.

La francophonie porte un certain nombre de valeurs, humaines, environnementales, éducatives qu'il importe d'afficher sans complexe et d'intégrer dans une véritable stratégie. L'équilibre à trouver consiste à se positionner entre repenser un modèle et s'y inscrire, l'idée étant de chercher à faire évoluer les lignes de force.

INTÉGRER LES DIVERSITÉS DE LA FRANCOPHONIE POUR UN OBJECTIF PARTAGÉ

Le récent rapport Attali sur ce thème a rappelé qu'il s'agit d'un sujet qui porte un certain nombre de valeurs, humaines, environnementales, éducatives qu'il importe d'afficher sans complexe et d'intégrer dans une véritable stratégie.

Mais une composante essentielle de la francophonie est sa diversité, bien sûr sur le plan économique mais également dans ses autres composantes. Dès lors, toute stratégie en la matière doit intégrer cette caractéristique.

Sur le plan économique, les besoins et attentes ne sont bien entendu pas les mêmes ne serait-ce qu'entre l'hémisphère nord et l'hémisphère sud, pour ne citer que cette délimitation dont la pertinence se trouve mise à l'épreuve avec le redécoupage du paysage économique mondial à la faveur de la montée en puissance des pays émergents.

Il n'en reste pas moins que dans un paysage concurrentiel en mutation avec l'arrivée de nombreux nouveaux acteurs, la conduite de projets impose une

réelle réflexion stratégique pour la définition d'objectifs partagés satisfaisants pour l'ensemble. Les partenariats publics privés représentent un exemple d'une telle approche avec un objectif partagé entre des acteurs qui apportent des compétences et possèdent des priorités différentes.

UTILISER LES VALEURS DE LA FRANCOPHONIE AU SERVICE DE L'INFLUENCE ET DE LA COMPÉTITIVITÉ

A partir de cette prise en compte, il est dès lors possible d'intégrer la francophonie dans une stratégie d'influence, non plus seulement sur le plan des valeurs mais également sur le plan économique, comme l'un des outils à notre disposition dans la compétition mondiale.

En cela, la francophonie économique rejoint l'intelligence économique comme terrain susceptible de porter des stratégies d'influence et en cela impose de se positionner certes dans « l'altruisme rationnel » souligné par Jacques Attali dans son rapport de 2014 mais sans doute également dans une position de pragmatisme et d'efficacité au service de nos intérêts bien identifiés.

C'est en cela que l'exercice d'intelligence collective et de réseau que favorise l'intelligence économique trouve une résonance particulière dans ce réseau clé que constitue la francophonie et qui a tous les atouts pour constituer un point d'appui essentiel dans la déclinaison d'une stratégie de croissance économique et de développement de la compétitivité de nos entreprises.

LE CERCLE SCISDI DU 23 JUIN 2015

(SOUTIEN À LA COMPÉTITIVITÉ PAR L'INTELLIGENCE STRATÉGIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFLUENCE)

ENTRETIEN AVEC RITA MAALOUF, PRÉSIDENTE D'HÉLIOPOLIS CONSEIL



De gauche à droite, Rita Maalouf, Didier Etienne

La Francophonie revêt plusieurs aspects. D'un enjeu d'abord culturel, elle a évolué dans un sens plus politique, et devient désormais un enjeu économique. Dans le prolongement du rapport Attali remis au Président de la République en 2014¹ il faut relever que l'espace économique francophone pèse 13% du Produit intérieur brut (PIB) mondial et 20% des échanges mondiaux de marchandises. Regroupant 85% des francophones d'ici à 2050, disposant de la population la plus jeune et d'un bassin de main d'œuvre qui atteindra 1,1 milliard de travailleurs d'ici 2040, l'Afrique y occupera demain une place majeure. En termes d'emplois l'enjeu pour la France se situerait entre 350 000 et 1 million.

Dans l'économie globalisée, les espaces géoculturels et les aires linguistiques tendent à devenir des outils d'influence et de puissance économique. Un défi est ainsi lancé à la Francophonie. Plusieurs axes peuvent être suivis afin qu'elle s'impose comme un véritable levier économique, une garantie de diversité culturelle et sociale, un vecteur d'influence. Pour cela il est nécessaire d'avoir des règles transparentes qu'on pourrait imaginer plus proches de celles appliquées dans le cadre du *Commonwealth* qui ont démontré leur efficacité. Une zone de libre échange commercial avec une forme de visa francophone pour les affaires est une perspective. Il faut également que les réseaux de communication, bases du développement en Afrique, puissent être largement déployés. Par ailleurs la COP21 va générer des projets qui doivent être accompagnés. La COFACE pourrait être plus active sur ce terrain à l'instar de l'Agence Française de Développement (AFD). Quant au problème « culturel » lié à une mauvaise image liée aux comportements passés, il est temps de le ranger au rayon des vieilleries.

Toujours selon le rapport Attali, deux pays partageant des liens linguistiques tendent à échanger environ 65% de plus que s'ils n'en avaient pas. En conséquence, tirons profit de la mondialisation en encourageant la

mobilité des savoirs, des idées, des individus et en développant l'économie de la connaissance. L'OIF, sous l'impulsion de sa Secrétaire Générale, avance dans cette direction.

En créant, favorisant et développant différents forums, c'est un cap ambitieux qu'il faut dessiner. Avec la constitution d'un réseau d'influenceurs francophones se développeront la réflexion et l'innovation. Au sein de cette communauté, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), les universités et les grandes écoles ont un rôle majeur à jouer. Il est nécessaire de compter également sur les réseaux des nombreux étudiants d'origines et cultures diverses et sur les entreprises notamment les PME. C'est l'ambition de certaines initiatives comme la Fondation franco-africaine pour la croissance, *Africafrance*²

Les politiques publiques doivent soutenir efficacement toutes les initiatives et se donner des objectifs forts comme par exemple favoriser à terme l'harmonisation normative de l'espace francophone.

Compte-rendu réalisé par Didier Etienne, SCIE

¹ La Francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable. Rapport à François Hollande, Président de la République, Août 2014
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/144000511/>

² <http://www.africafrance.org/>



Le droit conditionne de multiples dimensions économiques, sociales et politiques des Etats. Il est un vecteur d'influence et un facteur de développement dans un continent africain en phase de croissance.

La guerre des droits, pour reprendre le titre d'un article récent¹, se déplace de continent en continent au gré des évolutions géostratégiques du monde. Sans remonter à l'Antiquité, chacun se souvient du Code Civil qui accompagnait les armées napoléoniennes. Plus récemment, la croissance chinoise a été le théâtre de la confrontation des systèmes juridiques, en particulier celui de la « Common Law » et celui du droit continental, inspiré du Code Civil.

Le notariat français, qui avait noué, dès les années 1980, des contacts avec le notariat chinois a contribué à l'élaboration des règles juridiques destinées à faciliter les investissements des entreprises étrangères.

STABILITÉ ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE

Le développement économique a besoin d'un environnement juridique stable, aussi bien pour l'organisation administrative des Etats et de ses agents que pour les relations d'affaires de leurs entreprises entre elles ou avec les États.

Dès lors chacun comprend, selon les principes qui inspirent cet environnement juridique, que les agents économiques, publics ou privés, ne sont pas indifférents à la connaissance ou aux habitudes qu'ils ont des dispositifs législatifs ou réglementaires dans lesquels ils aspirent à évoluer. L'exemple de la généralisation des normes comptables pratiquées aux USA à l'ensemble des grandes entreprises mondiales l'a démontré récemment et pas pour le meilleur.

La France et les pays européens qui pratiquent le droit continental ont tardé à prendre conscience que le droit est un vecteur d'influence essentiel.

NOUVELLES ORIENTATIONS

La création en France, en 2005, d'une Fondation pour le droit continental, l'émergence de la diplomatie économique chère à Laurent Fabius, actuel ministre des Affaires étrangères et du Développement international, ou encore l'élaboration d'une stratégie

économique pour la francophonie, impulsée par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) illustrent un retournement de tendance. Lors du 15^e sommet de la francophonie, tenu à Dakar en novembre 2014, les chefs d'Etat et de gouvernement ont demandé à « l'OIF et aux opérateurs de proposer une stratégie économique pour la Francophonie² réunissant pouvoirs publics, entreprises, institutions éducatives et société civile ».

C'est dans ce contexte qu'il faut mesurer les enjeux de l'importance du droit pour accompagner la croissance africaine. L'ensemble des pays africains connaît, à des degrés divers, une croissance importante. Le besoin d'infrastructures lourdes en matière de transports ou d'énergie est bien évidemment l'un des premiers à satisfaire, mais la confortation de l'état de droit et l'instauration des règles propices à un bon climat des affaires sont également essentiels.

POINTS FORTS FRANCOPHONES

Le droit français bénéficie de nombreux atouts :

- des atouts historiques qu'il est inutile de développer ;
- des atouts politiques, toujours importants ;
- et des atouts linguistiques : le continent africain est le gisement essentiel de la progression des locuteurs français dans le monde. En 2050, la population des pays membres et observateurs de l'OIF devrait atteindre 1,5 à 2 milliards de personnes, dont 700 millions de locuteurs de français. À cette échéance, 85% des francophones et 90% des jeunes locuteurs âgés de 15 à 29 ans vivront en Afrique.

Les juristes de droit continental et d'expression française doivent s'appuyer sur ces points forts pour promouvoir le droit continental en Afrique et doivent compter sur le soutien des pouvoirs publics français et européens. Il ne s'agit pas évidemment de « coloniser » les systèmes juridiques, ni d'imposer des normes de manière impérialiste mais, dans le cadre de partenariats d'égal à égal, de démontrer que les

valeurs du droit continental, comme la sécurité juridique ou l'équilibre contractuel, sont de nature à favoriser une croissance durable et respectueuse des Etats, des entreprises et des citoyens.

Le notariat francophone s'inscrit totalement dans cette logique au travers d'actions diversifiées.

L'ÉTAT CIVIL DES ENFANTS

Le nombre d'enfants non déclarés à la naissance est un fléau qui touche particulièrement le continent africain³. Au-delà de la véritable atteinte aux droits de l'Homme, que constitue cet état de fait, l'absence d'un état civil fiable est un frein au développement économique. Favorisant l'économie informelle au détriment de l'économie formelle, l'absence de statistiques fondées sur un état civil fiable complique la détermination, la réalisation et l'évaluation de politiques publiques.

Une action volontariste des pouvoirs publics, comme au Niger, montre que l'on peut à un coût raisonnable améliorer rapidement la situation.

LA SÉCURISATION FONCIÈRE

L'investissement interne ou externe doit, pour se développer, bénéficier d'une sécurité foncière. Assurant aux entreprises une assise pour leurs investissements immobiliers, aux familles une stabilité pour éviter la précarisation, la généralisation des titres fonciers est indispensable. Le droit continental présente en la matière un savoir-faire extrêmement intéressant. La mise en place d'un cadastre, de fichiers immobiliers, de professionnels garantissant la fiabilité du système permettent d'accompagner le développement économique.

Il va de soi que les entreprises s'implanteront d'autant plus facilement qu'elles se repéreront aisément dans le système foncier qui les accueillent.

L'URBANISATION GALOPANTE

Comme beaucoup de pays émergents, un grand nombre de pays africains subit les phénomènes d'exode rural, de métropolisation et d'étalement urbain. Le droit est un moyen de canaliser ces phénomènes et d'économiser l'espace. L'habitat vertical peine à se développer en Afrique, faute de connaître un droit de la copropriété efficace ou des ventes sur plan sécurisées. Là encore, le droit continental présente des solutions qui peuvent s'adapter aux cultures locales.

LE DROIT DES AFFAIRES

Dix sept pays africains, francophones ou non, adhèrent à l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA). La mise en place des actes uniformes résultant de l'application du traité est un champ de confrontation des systèmes juridiques, que ce soit en droit des sociétés ou en droit des sûretés. Les bailleurs de fonds internationaux y sont particulièrement attentifs. Il faut se féliciter que deux universités françaises (Paris 2 et Paris 13) aient créé un Master 2 de Juriste en Droit OHADA permettant la spécialisation de juristes imprégnés de droit continental. Cette initiative vient à point nommé au moment où le continent africain accueille les investisseurs étrangers.

Ces exemples que l'on pourrait multiplier veulent démontrer l'importance du droit comme vecteur d'influence. Les pouvoirs publics français doivent poursuivre et accélérer le mouvement en s'appuyant notamment sur les professions juridiques. Celles-ci, en partenariat avec leurs homologues africains, entendent y participer activement. Elles contribuent dans le cadre de coopérations équilibrées à de nombreuses actions de formation ou de sensibilisation en matière juridique.

On peut aussi décrire les évolutions en République Démocratique du Congo (RDC). Impulsées par les services de l'Ambassade de France, des formations et des aides sont dispensées pour la mise en place d'institutions administratives de nature à restaurer un état de droit. Le notariat français et le notariat francophone travaillent en liaison avec le Parlement de RDC à la création d'un notariat de type latin. Le rôle du notaire en matière de collecte d'impôts n'a pas été l'un des moindres arguments pour convaincre députés et sénateurs de ce pays.

CONCEPTS, VALEURS ET COEXISTENCE PACIFIQUE

L'influence se mesure à la qualité des concepts qu'elle s'efforce de propager. Le concept de régulation cher au droit continental est propice au développement durable et respectueux des économies locales. Le concept de francophonie économique garantit le respect de la diversité des cultures juridiques des états, voire même des droits coutumiers.

Pour le dire autrement, le travail d'influence sera d'autant mieux compris que les concepts qui le portent et les valeurs qui le fondent présenteront un fort degré d'acceptabilité. En ce sens, le droit continental présente toutes les garanties.

A chacun, et en particulier à tous ceux qui peuvent jouer un rôle dans le développement de l'Afrique, de s'en persuader pour qu'à la guerre des droits succède la coexistence pacifique des droits.

¹ Olivier de Maison Rouge dans « La Guerre des droits ». Revue Conflits. Hors série 1H, hiver 2014

² En 2010, les pays membres et observateurs de l'OIF représentaient 14% de la population mondiale, 14% du revenu national brut (RNB) mondial et 20% des échanges mondiaux de marchandises.

³ D'après l'Unicef, plus de 230 millions d'enfants de moins de 5 ans ne sont pas déclarés à la naissance in « Les Enfants fantômes » de Laurent Dejoie Abdoulaye Harissou. Albin Michel, mai 2014.

RENFORCER LES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES AU SEIN DE L'ESPACE FRANCOPHONE

STÉPHANE CORMIER

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE PERMANENTE DES CHAMBRES CONSULAIRES AFRICAINES ET FRANCOPHONES



Renforcer les échanges économiques au sein de l'espace francophone : la contribution de la Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones.

DÉVELOPPER LE SECTEUR PRIVÉ AFRICAIN POUR RENFORCER LES ÉCHANGES ENTRE PME FRANCOPHONES

Dès sa création en 1973, à l'occasion du premier Sommet France-Afrique, par Léopold Sédar-Senghor, Félix Houphouët Boigny et Georges Pompidou et avec l'appui de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris¹, la Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones (CPCCAF) se vit assigner deux objectifs simples : développer le secteur privé africain pour densifier les échanges entre opérateurs économiques français et africains. Si le périmètre géographique a évolué depuis les origines, pour devenir plus francophone que franco-africain, les missions sont 42 ans plus tard restées quant à elles d'une stupéfiante modernité.

En effet et comme chacun en est désormais informé, le continent africain constituera à n'en pas douter la nouvelle frontière du développement économique mondial avec des taux de croissance compris entre 5 et 10% depuis plus de 15 ans, et ce malgré les crises. Sa démographie, qui en fera le plus grand marché de consommateurs du monde à l'horizon 2050 et ses immenses réserves naturelles, le rendent également incontournable dans les différentes chaînes de valeur mondiales.

C'est donc un continent sur lequel les entreprises du monde entier cherchent, ou devraient chercher à prendre pied, nouer des alliances, pour garantir leur croissance future.

Malheureusement, la zone souffre de faiblesses structurelles qui rendent les investissements plus risqués qu'ailleurs. Au-delà de l'instabilité de la bande soudano-sahélienne et d'une partie du Maghreb dont il faut espérer qu'elle se résorbe dans les années à venir, les lacunes des Etats, qui se traduisent de manière générique par un environnement des affaires difficile, et la faiblesse des contreparties locales, rendent plus incertain le développement d'un flux d'affaires avec cette zone du monde. Cela étant, ces difficultés bien que réelles, restent relatives. Certains pays et notamment les BRICs, tirent tout particulièrement leur épingle du jeu en réussissant à s'installer et à commercer durablement sur cette partie du monde.

C'est pourquoi nous pensons que pour les entreprises francophones, le continent africain, ou plutôt sa moitié, constitue une terre d'opportunités et de développement futurs. Langue commune, culture partagée, droit d'essence continentale, zones franc rattachées à l'euro via la Banque de France, nombreux sont les facteurs d'attractivité du continent pour une entreprise, notamment française, qui souhaiterait diversifier ses aires de développement.

L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE AU SERVICE DU RENFORCEMENT DES ÉCHANGES AU SEIN DU MONDE FRANCOPHONE

La CPCCAF a fait le pari des corps intermédiaires et des entreprises qu'elle représente. Regroupant les chambres consulaires de 29 pays, dont 26 africains et comptant plus de 100 organisations actives en son réseau, la Conférence, dans une démarche de solidarité et de coopération, contribue au renforcement de l'offre de services disponibles pour les opérateurs économiques, notamment les TPE-PME.

Cette offre, qui se décline autour des métiers de l'appui aux entreprises, de la formation des hommes, du développement économique territorial et international et du dialogue public-privé, doit, pour être efficace, être assise sur des éléments de diagnostics fiables permettant de guider la décision en fonction des besoins locaux. Une partie de l'activité de notre activité est donc dédiée à ce type d'intervention au niveau du réseau tout entier ou des bassins économiques locaux.

La périmétrie du réseau permet en effet, d'avoir une approche globale - et unique - de la zone africaine francophone. C'est ainsi que depuis trois années désormais, et avec l'appui d'International Trade Center², qui a permis financièrement la réalisation de séminaires de renforcement de capacités en matière d'enquêtes statistiques, la CPCCAF établit un baromètre des services d'appui aux PME. L'édition 2014³, a ainsi permis de collecter via 19 chambres consulaires, présentes sur 17 pays, les avis de 2084 TPE-PME sur leurs besoins et les freins à leur développement. L'édition 2015, a été recentrée sur le

moral des TPE-PME africaines et permettra un suivi plus fin de leur évolution dans le temps.

De la même manière, la CPCCAF édite entre 4 et 6 fois par an une Lettre de la Conférence, qui permet à l'ensemble de ses abonnés, d'avoir une vision globale de l'activité des échanges économiques entre les différents pays de la Conférence.

Ce genre d'exercices, réalisé à financement constant par les acteurs locaux, présente une grande utilité pour la compréhension des contraintes et des attentes du secteur privé africain pour les partenaires techniques et financiers de l'aide au développement, permet à nos membres de valoriser localement leurs résultats nationaux auprès de leur gouvernement, et de manière générale, contribue à la fonction plaidoyer des organisations intermédiaires qui constituent la CPCCAF.

Au niveau local, les missions de coopération et d'assistance technique, menées entre chambres consulaires du Nord et du Sud, mais également du Sud et du Sud, permettent le renforcement de la connaissance du tissu économique local et de l'adéquation de l'offre de services à ses besoins.

La CPCCAF a ainsi favorisé toute une série d'activités visant à créer des fichiers d'entreprises, comme le fichier NERE¹ à la CCI Burkina-Faso implanté par la CCI de Toulouse, des observatoires économiques, qui permettent de traiter ces informations et d'avoir les principales données territoriales, tel qu'à la CCIA de Dakar et implanté par le CROCIS de la CCIR Paris Ile-de-France, les analyses sectorielles pour positionner les filières économiques locales dans des contextes concurrentiels plus larges que le seul territoire national comme en RDC, au sein de la Fédération des Entreprises du Congo.

Cependant, ces actions, bien qu'utiles localement, restent à ce jour trop éparées pour avoir des retombées systémiques sur le développement des échanges hors d'Afrique avec les entreprises francophones « du Nord ». C'est pourquoi, avec l'Agence Française de Développement (AFD) et nous l'espérons bientôt avec International Trade Center (ITC), la CPCCAF s'est engagée dans un double processus de renforcement de ses membres via un programme global de compagnonnage consulaire.

DISPOSER EN AFRIQUE DE RELAIS EFFICACES POUR LES PME FRANCOPHONES

Le compagnonnage consulaire est une technique d'appui entre deux chambres consulaires, un mentor et un « mentoré », qui constituent un binôme pour l'ensemble de la durée du projet, et au sein duquel sera collectivement recherchée l'atteinte des objectifs en mettant en synergie les ressources et savoir-faire combinés de la chambre mentorée et de la chambre mentor. Le compagnonnage s'inscrit dans

la durée mais vise à construire les conditions d'autonomisation de la chambre mentorée vis-à-vis des chambres mentor.

Ce programme a deux volets distincts, un premier lié au développement local visant à étoffer l'offre de services locaux en matière d'appui et de formation aux entreprises et qui a débuté en janvier 2015 grâce à un financement de deux millions d'euros de l'AFD. Ce projet couvre six pays et sept chambres consulaires africaines et durera trois années.

COMPAGNONNAGE CONSULAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE AFRICAIN ET DES ECHANGES ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX UE - AFRIQUE	
Renforcement de la capacité de service des chambres africaines, en matière de formation et d'animation économique. Projet porté par la CPCCAF et financé par l'AFD sur six pays.	Renforcement de la capacité des entreprises africaines les plus ouvertes à développer leurs échanges à l'extérieur. Projet porté collectivement par la CPCCAF et ITC.

Un second (2), co-construit en partenariat avec ITC, suite aux Ateliers de la Coopération Consulaire de juin 2014 à Toulouse consacrés spécifiquement à l'Intelligence économique au service du développement des PME et pour lequel l'appui financier de l'UE est sollicité dans le cadre du 11^{ème} FED et de la nouvelle stratégie d'appui au secteur privé de la Commission.

Ce projet vise à faciliter l'intégration économique des PME issues de trois filières jugées prioritaires pour le développement africain- industrie, agroalimentaire et services - de 10 pays africains d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale dans les chaînes de valeurs mondiales.

L'originalité de ce projet tient, notamment à l'association de PME européennes et africaines, leur permettant de répondre en duo aux appels d'offres publics ou privés suscités par les nouvelles règles africaines de contenu local ou plus simplement, aux exigences techniques et financières des grands donneurs d'ordres présents en Afrique.

Ainsi, les chambres consulaires membres de la CPCCAF contribueront-elles à remplir les objectifs qui lui furent assignés à sa création par Léopold Sédar-Senghor : « ...la coopération multilatérale dans les domaines de l'information, de la formation professionnelle, de l'incitation économique et de la promotion des échanges commerciaux ». (Dakar le 10 mai 1973).

¹ devenue depuis la CCIR Paris Ile-de-France

² <http://www.intracen.org/>

³ http://cpccaf.org/ressources/_1402652533_CPCCAF_barometre_140606.pdf

⁴ <http://www.cci.bf/?q=fr/obtenir-une-base-de-donnees>

(RE)PENSER LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE

RITA MAALOUF

PRÉSIDENTE D'HÉLIOPOLIS CONSEIL



Michaëlle Jean, nouvelle secrétaire générale de l'OIF, loin de renier l'héritage de son prédécesseur, souhaite donner à la Francophonie une nouvelle « vocation ».

LA FRANCOPHONIE NE SERAIT PLUS SEULEMENT POLITIQUE ET CULTURELLE, ELLE SERAIT AUSSI ÉCONOMIQUE.

L'espace francophone dispose en effet de tous les atouts pour constituer une zone économique de poids sur la scène internationale. Alors qu'elle ne représente que 4% de la population mondiale, la communauté francophone représente 16% du PIB mondial, détient 14% des réserves mondiales et jouit d'un taux de croissance moyen de 7%. Grâce à l'expansion démographique des pays francophones, on comptera près de 770 millions de locuteurs à l'horizon 2050 (contre 220 millions aujourd'hui). Afin que cela profite à tous et que croissance rime avec développement, il faut à présent adopter et promouvoir une logique de partenariat, entre le Nord et le Sud, notamment au niveau entrepreneurial.

LE FORUM ÉCONOMIQUE DE LA FRANCOPHONIE

La première édition a eu lieu en marge du Sommet de Dakar, les 1er et 2 décembre 2014, a permis aux quelque 1400 décideurs et acteurs économiques de tous les pays francophones d'échanger, d'étendre leur réseau, mais également de réfléchir ensemble à des contributions afin de dessiner la prochaine Charte économique de la Francophonie. Ainsi, près de 80 propositions ont été fournies. Parmi celles-ci, nous pouvons citer : l'établissement d'un visa francophone pour les affaires et les études, couplé à la création d'universités régionales dans l'objectif de favoriser la mobilité et l'emploi des jeunes, la fondation d'un Institut économique de la Francophonie, la mise en place de réformes destinées à faciliter les investissements et l'intégration bancaire et financière des pays francophones. En outre, les industries culturelles, avec les télécoms et la banque, sont

apparues comme l'un des secteurs porteurs. En effet, la numérisation de l'Afrique connaît des avancées qui donnent aux cultures africaines la possibilité de reconquérir les marchés audiovisuels. Sans rappeler la nécessité de diversifier et d'étendre massivement l'offre d'enseignement en français à l'échelle mondiale, certaines pistes ont été lancées dans le domaine de la culture et de l'industrie du cinéma (création d'un « Netflix » francophone, construction de salles de cinéma, renforcement du lien entre Instituts français et offre touristique...), dans le domaine du numérique, de l'agriculture, des investissements dans l'infrastructure et dans la croissance durable, des médias, du tourisme ou encore liés au domaine de la finance.

DANS CES SECTEURS, LE DÉVELOPPEMENT PASSE PAR LA MISE EN PLACE DE PARTENARIATS ROBUSTES ENTRE LE SECTEUR PRIVÉ ET LES POUVOIRS PUBLICS

Cela nécessiterait que les États veillent à ce que le cadre institutionnel, juridique et sécuritaire soit abouti et stabilisé pour instaurer un climat de confiance essentiel au développement économique des entreprises et des initiatives privées. Aux États de veiller au bon déroulement des réformes dans le domaine de la gouvernance et de l'État de droit de la part de leurs partenaires du sud (le Sénégal a fait des réformes et a adopté une loi sur la déclaration de patrimoine). Le secteur privé donnerait de son côté corps et âme à cette vision politique à travers le déploiement des outils nécessaires à la bonne conduite de ces projets afin d'offrir un avenir à cette jeunesse qui risque de sombrer, soit dans le radicalisme, soit dans les eaux de la Méditerranée.

En parallèle, pour y contribuer, nous devons développer une vraie force vive francophone. Dans cette perspective, pourquoi ne pas, à terme, lancer

un réseau social ou un club francophone comme celui de Francealumni.fr, réseau social français destiné aux anciens étudiants étrangers, adapté aux dirigeants francophones... ?

PLUSIEURS DÉFIS PERSISTENT POUR LA RÉUSSITE DE CE PROJET ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE

La professionnalisation de la main-d'œuvre et l'ouverture des marchés sont clés dans la formation des jeunes pour la pratique d'un métier. Un autre défi consisterait à relancer l'accord de libre-échange dans cet espace, à inciter au démantèlement des barrières aux frontières entre les pays pour créer un véritable espace économique.

PENSER AUTREMENT L'ESPACE FRANCOPHONE

C'est, aujourd'hui, une nécessité sur le plan économique pour faire évoluer cette économie vers des règles d'une économie de marché : production d'industries et de services répondant à une demande intérieure. A cet effet, une autre forme de partenariat s'impose dans les relations économiques dans les pays francophones des cinq continents. Ce second modèle de partenariat aurait pour mission de penser ensemble un nouveau modèle de production et de développement destiné aux pays du Sud. Un partenariat misant sur la « co-localisation » et non sur la délocalisation sauvage au sein de la chaîne de valeur, où chaque partenaire trouve sa place. L'objectif est, d'une part, de créer des emplois de qualité et de répondre aux besoins les plus pressants des populations, et, d'autre part, d'assurer la compétitivité et le succès des entreprises des pays du Sud de cet espace. Cela revient également à soutenir l'investissement et l'emploi au Sud comme au Nord où l'entreprise retrouvera une compétitivité accrue, ce qui lui permettra de s'internationaliser et de gagner en parts de marché, d'investir et de créer des emplois. Certains donnent déjà l'exemple : Suez environnement à Alger, qui mène un partenariat public avec l'État pour la modernisation des services d'eau de l'agglomération (des dizaines d'ingénieurs ont été formés) ; Safran accélère sa stratégie de coproduction en Tunisie et au Maroc ; Renault a développé une filière automobile au Maroc et un vrai partenariat en Algérie. Le secteur de l'aéronautique co-localise sa production au Maroc et à Tunis des filiales autonomes ont créé un pôle industriel, ce qui a favorisé la compétitivité de la société dans son ensemble et permis de recruter des salariés en France.

La technologie conjuguée au savoir-faire européen permettrait d'exceller dans la formation et l'assistance technique, dans la recherche et le développement, dans les secteurs de l'électronique, de l'informatique, du numérique et de la santé ... La mise en place de structures de complémentarité actives et productives au bénéfice des pays de cet espace permettrait le développement d'une économie de la connaissance, illimitée, par opposition à celle des matières premières, épuisables.

ENFIN, AU SEIN DE CET ESPACE, IL S'AGIRAIT DE CO-PENSER LA « TRANSITION ÉNERGÉTIQUE »

La « coopération transrégionale » pour l'énergie renouvelable a pour objectif de favoriser le développement d'industries locales, le transfert de connaissances et la croissance économique. Les pays du Sud disposent d'un vaste potentiel éolien, solaire et fossile qui peut favoriser un partenariat énergétique très peu exploité aujourd'hui. Il pourrait s'avérer pertinent pour les pays du Nord de renouer, de densifier les liens avec l'Afrique francophone en mobilisant, en menant une réflexion et des projets communs autour de défis globaux tels que le changement climatique en perspective de la COP 21.

METTRE L'ÉCONOMIE AU CŒUR DU PROJET FRANCOPHONE, C'EST PROBABLEMENT LE CHANTIER DES PROCHAINES ANNÉES POUR RELEVER LES DÉFIS DU SIÈCLE.

Selon le rapport sur la Francophonie rendu l'été dernier par Jacques Attali au président de la République, deux pays partageant des liens linguistiques tendent à échanger environ 65% plus que s'ils n'en avaient pas. Les échanges commerciaux induits par le partage du français entre une trentaine de pays sont à l'origine de 6% de la richesse par habitant en moyenne pour ces pays et de 0,2 point de taux d'emploi. Néanmoins, politique et économique doivent aller de pair. Le premier détermine le deuxième. Ainsi, sans résolution des problèmes institutionnels et politiques au sein de l'espace francophone, l'on ne peut croire pour le moment en l'avènement d'un espace économique intégré viable. Il faut pour la Francophonie continuer à soutenir la consolidation de l'État et de la démocratie, par l'appui et l'engagement de long terme auprès des acteurs institutionnels et de la société civile.

ECLAIRAGE TERRITORIAL :
POUR UNE FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE
JEAN-PAUL BACHY, PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE CHAMPAGNE-ARDENNE



Quand on parle de francophonie, on évoque toujours en priorité l'usage de la langue et la référence à notre culture. L'OIF, en tant qu'organisation interétatique, regroupe tous les pays où la pratique du français est dominante. Grâce à l'OIF, le monde francophone s'est donné en tant que tel, une réalité institutionnelle qui pèse d'un certain poids dans la diplomatie mondiale. Aux côtés des gouvernements, les collectivités territoriales ont mis en place, depuis plusieurs années, de multiples coopérations bilatérales.

Elles ont conforté le rayonnement du réseau francophone. Sur près de 1 000 accords passés avec d'autres partenaires dans le monde, les Régions françaises travaillent pour plus de 50%, avec des régions où l'on parle le français.

Régions pouvaient agir ensemble afin de faciliter les investissements des PME et contribuer à créer des réseaux d'échanges techniques et commerciaux.

CELA SUFFIT-IL À ASSURER À LA FRANCOPHONIE UN AVENIR SANS NUAGE ?

Tout le monde sait que le français n'est pas la langue des affaires. A l'heure de la mondialisation des marchés, c'est un handicap majeur. Il est temps d'ajouter à la dimension linguistique et culturelle de la francophonie, une dimension économique et technologique.

Le monde francophone représente, à lui seul, plusieurs centaines de millions de consommateurs. Il est porteur d'innovation, de création et d'initiatives diverses. Un seul exemple : la diaspora africaine résidant dans les pays francophones du Nord (France, Québec, Wallonie...) regroupe des élites et des jeunes diplômés. Elle constitue un potentiel de savoir-faire considérable. Beaucoup souhaitent le réinvestir dans leur pays d'origine. Les collectivités territoriales sont elles-mêmes, désireuses d'associer les chefs d'entreprises aux actions de coopération qu'elles mettent en œuvre. Depuis un an, l'AIRF a décidé de se rapprocher des Chambres de Commerce d'Afrique Francophone (CPCCAF) pour voir comment les élus des

LE BILAN DE CETTE COOPÉRATION DE L'AIRF AVEC LA CPCCAF SERA TIRÉ, À REIMS, LORS DES JOURNÉES DE TRAVAIL COMMUNES QUI SE TIENDRONT LES 3 ET 4 JUILLET PROCHAINS.

Que peut apporter à un jeune le fait d'apprendre le français s'il est au chômage ?

Est-ce uniquement en apprenant une langue qu'on peut faire face à la malnutrition ? Le véritable enjeu est celui du développement. L'exemple du Commonwealth démontre que le vecteur principal de l'influence d'une langue réside dans ses potentiels et ses bases économiques. La mise en œuvre de la « diplomatie économique, francophone et articulée », préconisée par la France, répondra d'autant mieux aux besoins que l'Etat et les collectivités, notamment les Régions, sauront travailler ensemble.

Parce qu'elles sont pleinement impliquées dans leur tissu économique local, ce sont les collectivités qui peuvent le mieux mobiliser les PME sur les enjeux de la croissance en lien avec l'ensemble des pays francophones.



CONTEXTE

La Francophonie économique manque de vitalité

Selon le responsable «Doing Business in Africa», face au changement de paradigme induit par l'importance accrue de l'Afrique sur l'échiquier géoéconomique mondial et l'exacerbation de la concurrence dans ses marchés, il est urgent de rajeunir l'institution, de redistribuer des cartes en faveur de l'Afrique, et d'impliquer plus les acteurs privés dans les processus de prise de décisions à caractère économique.

Guy Gweth, *financiafrik* par Awa Diallo, juin 2015

<http://www.financiafrik.com/2015/06/07/guy-gweth-la-francophonie-economique-manque-de-vitalite/>

La France se trompe sur la vitesse du mouvement en Afrique

La France n'a certes pas particulièrement à rougir de ses performances en Afrique, simplement, elle se trompe sur la vitesse du mouvement.

Lionel Zinsou, *Le nouvel économiste*, avril 2015

<http://www.lenouveleconomiste.fr/lionel-zinsou-la-france-se-trompe-sur-la-vitesse-du-mouvement-en-afrique-du-mouvement-en-afrique-27520/>

L'Année francophone internationale 2014-2015

Cette nouvelle édition actualisée sur l'espace francophone se décline en neuf régions : Afrique subsaharienne, Amérique du Nord, Asie du Sud-Est, Caraïbes, Europe, Maghreb, océan Indien, Proche-Orient et zone Pacifique. *Association AFI*, mars 2015

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/9782922876215/index.s.html>

Lionel Zinsou et Guy Gweth: le choc des Afriques

Près de 500 entreprises françaises et africaines étaient réunies à l'occasion du *Forum franco-africain* « pour une croissance partagée ». Alors que Guy Gweth voit un recul des parts de marché français, Lionel Zinsou nuance en soulignant une augmentation des chiffres du commerce entre la France et l'Afrique « à hauteur de 20% sur les 10 dernières années ».

Propos recueillis par Awa Diallo, *Financiafrik.com*, février 2015

<http://www.financiafrik.com/2015/02/09/lionel-zinsou-et-guy-gweth-le-choc-des-afriques/>

Baromètre CIAN

Ce baromètre présente l'appréciation de l'environnement des affaires des entreprises implantées dans 36 pays africains et analyse, sur la période 2013-2015, leur performance ainsi que leur appréciation du climat des affaires. *Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN)*, janvier 2015

<http://www.cian-afrique.org/media/2015/01/Fr2015-CIAN-Barometre.pdf>

Comment la Francophonie peut générer de la croissance économique

Le Forum économique de la Francophonie de Dakar a notamment proposé de créer des universités régionales, viviers que pourront utiliser les entreprises sur place, et de faciliter l'accès aux visas d'affaires pour travailler plus sur du long terme. Le déficit d'infrastructures du continent africain a également été pointé du doigt comme l'un des domaines où il était nécessaire d'agir.

Antoine Izambard, article, *Challenges*, décembre 2014

<http://www.challenges.fr/economie/20141202.CHA0943/comment-la-francophonie-peut-generer-de-la-croissance-economique.html>

La Francophonie ne doit pas devenir un espace économique

Prôner le libre-échange entre des pays dits francophones industrialisés et des pays riches en matières premières mais aux agricultures fragiles et à l'industrie inexistante ne peut que prolonger le sous-développement selon toutes les théories économiques connues. Pour la France elle-même, construire un espace économique francophone n'est pas bon. À vouloir courir deux lièvres à la fois, l'Europe et l'Afrique, elle prend le risque de se retrouver de plus en plus faible sur ces deux fronts.

Chérif Salif SY, *Kako Nubukpo*, *Jean-Joseph Boillot*, *Jeune Afrique*, décembre 2014

<http://www.jeuneafrique.com/4309/economie/la-francophonie-ne-doit-pas-devenir-un-espace-conomique/>

Entrepreneuriat, développement durable et territoires

L'émergence d'un entrepreneuriat éthique et durable s'appuyant sur les territoires prend tout son sens. Cet ouvrage présente une synthèse des avancées récentes de la recherche francophone dans les trois champs complémentaires que sont l'entrepreneuriat, le développement durable et le territoire.

Ouvrage collectif, dir. *Raymond Guillouzo*, *Agence universitaire de la Francophonie*, décembre 2014

<http://www.lgdj.fr/entrepreneuriat-developpement-durable-et-territoires-9782014004519.html>

Stratégie économique pour la Francophonie

La Stratégie économique pour la Francophonie veut concilier croissance économique, lutte contre la pauvreté et les inégalités, sauvegarde de l'environnement et préservation du patrimoine culturel. Pour cela, elle appelle à approfondir les processus démocratiques, à renforcer l'État de droit, la gouvernance, les droits de l'Homme et l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle vise également à impliquer davantage les acteurs locaux du développement, de la société civile, du secteur privé et de la diaspora.

Conférences internationales de l'OIF, sommet de Dakar, novembre 2014

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/SOMMET_XV_Strategie_economique_2014_cle05c111.pdf

La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable

Parmi tous les pays francophones à travers le monde, la France est le pays le moins favorable à la francophonie ! Pourtant, la francophonie est un projet qui, selon moi, devrait être aussi structurant que le projet européen.

Jacques Attali, sénat, *rapporteurs Adrienne Brottons et Angélique Delorme*, novembre 2014

<http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20141124/etr.html#toc2>

Stratégie économique pour la Francophonie

Soutenues par des partenariats innovants et multi-acteurs, les étapes vers l'espace économique francophone devront démontrer la force de proposition et la capacité d'entraînement du monde francophone sur la scène internationale. Quatre champs d'intervention seront privilégiés : la jeunesse et les femmes, l'intégration régionale et la coopération interrégionale, la mobilité des entrepreneurs et la circulation des innovations, la consolidation des réseaux.

Organisation internationale de la francophonie (OIF), novembre 2014

http://www.francophonie.org/IMG/pdf/sommet_xv_strategie_economique_2014.pdf

La francophonie économique : nouveau modèle de gouvernance dans l'espace francophone ?

Selon le rapport Attali, le développement d'une francophonie économique positive ne sera possible que si l'espace francophone met en œuvre 53 propositions regroupées autour de 7 axes. Il doit permettre aux pays membres de l'espace francophone de penser un modèle de gouvernance politique et économique capable d'être une référence dans la mondialisation actuelle. Une mondialisation qui privilégie trop souvent le modèle anglo-saxon...

Lucien Pambou, *Géopolitique africaine*, novembre 2014
http://www.geopolitique-africaine.com/evenements/francophonie-economique-nouveau-modele-gouvernance-espace-francophone_989885.html

L'OIF, un nouvel acteur économique international ?

Le cadre stratégique décennal de Ouagadougou en 2004 a lancé une dynamique de repositionnement vers l'économie, en s'inspirant des modèles d'influence que sont dans le domaine le Commonwealth ou la communauté des pays de langue portugaise. Il est dans l'intérêt de l'économie française de soutenir cet effort afin de se constituer plus de débouchés pour son commerce et ses investissements, mais aussi afin de développer une communauté de norme au sein des instances internationales.

Alexis Peigné, *Portail IE*, novembre 2014
<http://www.portail-ie.fr/article/1120/L-OIF-un-nouvel-acteur-economique-international>

L'économie est-elle soluble dans la francophonie ?

La francophonie doit, dans les pays francophones en développement, participer à la création de secteurs privés productifs florissants, générant de la richesse en interne et des échanges « gagnant-gagnant » avec les autres pays. Cela suppose que la réalité et le développement d'un espace francophone des affaires deviennent une véritable priorité, en passant enfin des paroles aux actes.

Georges Fischer, *Consultant international*, article, *le Cercle Les Echos*, novembre 2014
<http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-107854-leconomie-est-elle-soluble-dans-la-francophonie-1036039.php>

La francophonie apporterait une stabilité non négligeable en période de crise

La francophonie économique représente une trentaine de pays, soit 6 à 7% de la population mondiale. C'est environ 8% du PIB mondial et 12% des exportations mondiales. C'est également 11% des terres agricoles mondiales, 6% des réserves mondiales de ressources énergétiques et 14% des investissements directs étrangers entrants.

Céline Carrère, *professeure à l'Université de Genève*, senior fellow à la FERDI, *propos recueillis par Christelle Marot*, novembre 2014
<http://www.ferdi.fr/la-francophonie-apporterait-une-stabilite%3%A9-non-n%C3%A9gligeable-en-p%C3%A9riode-de-crise>

Francophonie : action culturelle, éducative et économique

Le rapport montre comment la langue française peut être une composante majeure du plurilinguisme mondial. La francophonie de projets s'incarne aussi bien sur le plan culturel, scientifique, politique et économique. Les propositions, issues des travaux de la mission d'informations, se veulent pragmatiques et concrètes.

Pouria Amirshahi, *Rapport d'information de l'Assemblée Nationale*, novembre 2014
http://www.observatoireplurilinguisme.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=8905%3A2014-08-23-19-59-28&catid=88889104%3Ales-grandes-aires-linguistiques&Itemid=8888959&lang=de

L'avenir de la langue française s'écrit en Afrique

Ses locuteurs seront au nombre de 767 millions d'ici à 2060, avec 85% de ses effectifs en Afrique. Parallèlement, au contact des différents parlars de l'espace francophone, le français est en train de se renouveler et se transformer, devenant une langue véritablement métisse et universelle

Tirthankar Chanda, *RFI*, novembre 2014

<http://www.rfi.fr/hebdo/20141128-rapport-francophonie-avenir-langue-francaise-afrique-oif-sommet-dakar>

Bilan de l'action de l'OIF dans le domaine économique

L'action économique de la Francophonie s'est développée en épousant la complexité croissante des enjeux économiques.

OIF, *Direction Étienne Alingué*, octobre 2014
http://www.francophonie.org/IMG/pdf/billan_actions_franco_eco_def.pdf

Passion francophonie

Abdou Diouf nous fait entendre la voix de la Francophonie, la nature de ses engagements au service de la promotion de la langue française, de la diversité linguistique et culturelle, de la démocratie, des droits de l'Homme et de la paix, de l'éducation et du développement durable, en même temps que ses ambitions et ses espoirs pour l'avenir.

Abdou Diouf *Editions Bruylant*, septembre 2014
<http://fr.bruylant.larciergroup.com/titres/132131/passion-francophone.html>

La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable

Les enjeux sont immenses. L'ensemble des pays francophones représentent 16% du PIB mondial et connaissent un taux de croissance de 7%. La langue française est aujourd'hui la quatrième la plus parlée dans le monde, avec un nombre de locuteurs estimé à 230 millions de personnes en 2014, soit 4% de la population mondiale. Ils pourraient être 770 millions en 2050. Le rapport avance 53 propositions pour faire de l'appartenance à la francophonie un atout économique pour le 21ème siècle.

Jacques Attali, *rapport*, août 2014
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/francophonie-et-langue-francaise/actualites-et-evenements-ties-a-la-actualites-2014-de-la-francophonie/article/remise-du-rapport-de-m-jacques>

RNF : la normalisation à l'heure de la francophonie

Renforcer l'influence des pays francophones dans les actions de normalisation nationale, régionale et internationale. Tel est le rôle de l'Association RNF (Réseau normalisation et francophonie), créée en mars 2014. Parmi les principaux enjeux : le développement de la normalisation en Afrique francophone.

Afnor, *interview de Marie-Claude Drouin, secrétaire générale de l'Association*, août 2014
<http://www.afnor.org/liste-des-actualites/actualites/2014/aout-2014/mf-la-normalisation-a-l-heure-de-la-francophonie-interview-de-marie-claude-drouin-secretaire-generale-de-l-association>

Africafrance

Habiles à se présenter en « victimes » de la Françafrique, les dirigeants africains profitent de cette nouvelle situation pour imposer à huis clos leurs exigences à leurs interlocuteurs officiels. Et ce n'est pas sans condescendance qu'ils traitent leurs anciens parrains tricolores. Ce livre raconte comment l'Afrique a pris la main à Paris. Adieu Françafrique, bonjour AfricaFrance. Qui paie commande !

Antoine Glaser, *février 2014*
<http://www.fayard.fr/africafrance-9782213677309>

Pour une ambition francophone

Dans un Monde où s'affirment de plus en plus des espaces géoculturels et des aires linguistiques, devenus outils d'influence et de puissance économique, il est temps pour les francophones de faire vivre un sentiment d'appartenance et de mettre en mouvement une communauté d'intérêts. Il en découle une stratégie en 34 propositions : faire converger les contenus et les institutions francophones, agir au travers des systèmes, organiser la mobilité des œuvres, des savoirs, des idées et des personnes, lutter contre l'hégémonie d'une seule langue.

Rapport d'information parlementaire, Gérard Charasse, Jean-Paul Dupré, Jean-René Marsac, André Schneider, Michel Terrot, janvier 2014
<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1723.asp>

PROSPECTIVE

En Afrique, la montée en puissance de banques locales redistribue les cartes

Les analyses économiques estiment que la banque sera l'un des plus forts gisements de croissance de l'Afrique, aujourd'hui région la moins bancarisée du monde avec moins de 20% de la population disposant d'un compte en banque (Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud).

AFP, Séverine Rouby, avril 2015

<http://www.france24.com/fr/20150421-afrique-montee-puissance-banques-locales-redistribue-cartes>

Croissance économique : quand l'UEMOA surclasse la Chine

L'espace UEMOA (Union économique des Etats de l'Afrique de l'ouest) qui regroupe huit pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) table sur une croissance de 7,2% en 2015. L'UEMOA a pour mission, la réalisation de l'intégration économique des États membres, à travers le renforcement de la compétitivité des activités économiques dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé.

Roger Adzafo, *AfricaTopSuccess*, mars 2015

<http://www.africatopsuccess.com/2015/03/05/croissance-economique-quand-luemoa-surclasse-la-chine/>

Le mépris du français est une erreur des élites

Combien de francophones en Afrique en 2050 ? Des chiffres circulent : 500, voire 700 millions ! Disons que la croissance démographique rapide, la scolarisation et la modernisation de la vie économique devraient « normalement » aboutir à des chiffres très importants. Un chef d'entreprise doit être attentif à la motivation et l'efficacité des équipes et ne pas oublier que c'est dans sa langue maternelle ou de formation que l'on est le plus créatif.

Yves Montenay, *ICEG, Les Echos*, février 2015

<http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-123500-le-francais-etes-vous-traitre-ou-ringard-1093215.php>

La Francophonie, un catalyseur d'actions pour un nouvel accord sur le climat

Le thème principal de la Journée Internationale de la Francophonie a été « Jeunesse, Environnement, Climat » un tiers des pays-parties prenantes à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) sont des pays francophones.

Fatiama Dia, février 2015

<http://www.progressistespourleclimat.fr/archives/708>

Investir dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur

Ce rapport se fonde sur la conviction qu'une stratégie bien pensée d'internationalisation peut être une solution, le vecteur d'une amélioration durable de la qualité de notre système d'enseignement supérieur.

Nicolas Charles, Quentin Delpech - *France Stratégie* Quentin

Delpech, avec la contribution de Julian Michelet, janvier 2015

http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs_rapport_internationalisation_enseignement_12022015_web.pdf

Les territoires de la francophonie

Au moment où l'on met l'accent sur la dimension économique de la francophonie et sur les stratégies qui peuvent en découler, il est plus que jamais nécessaire de souligner les avantages spécifiques qui peuvent résulter des facteurs endogènes de développement qui émergent des terroirs.

Pierre Pougnaud, *Géopolitique africaine*, novembre 2014

http://www.geopolitique-africaine.com/les-territoires-de-la-francophonie_231111.html

Le poids économique de la langue française dans le monde

Un nombre croissant d'études explore les différentes dimensions de la proximité linguistique favorisant les

échanges commerciaux. Néanmoins, peu d'analyses se sont concentrées sur des aires linguistiques en particulier et aucune sur le cas de la langue française. Quelle est aujourd'hui l'importance de la langue française dans le commerce international ? Dans quelle mesure l'existence d'un espace francophone favorise l'ouverture aux échanges internationaux et, par conséquent, engendre de la richesse et de l'emploi pour ses pays membres ?

Céline Carrère, Maria Masood, Ferdi, novembre 2014

<http://www.ferdi.fr/fr/publication/b108-le-poids-%C3%A9conomique-de-la-langue-fran%C3%A7aise-dans-le-monde>

Le français progresse dans le monde mais régresse en Europe

Ces quatre dernières années, le français a connu un déclin en Europe, selon une étude publiée par l'OIF. Mais sur la même période, le français a progressé de 7% au niveau mondial, notamment grâce à l'Afrique subsaharienne et la Chine.

Pascal Hansens, *Euractiv*, novembre 2014

<http://www.euractiv.fr/sections/langues-culture/le-francais-progresse-dans-le-monde-mais-regresse-en-europe-310036>

Horizon 2020 : Stratégie de la Francophonie numérique

Ce rapport dresse un état de la situation du numérique dans l'espace francophone : statistiques et avis qualitatifs récents en valorisant les exemples de bonnes pratiques. *ISOC Québec, OIF, Unesco*, novembre 2014

<http://www.francophonie.org/Horizon-2020-Strategie-de-la-45412.html>

La Francophonie économique : Que peut-elle faire, que devrait-elle faire ?

Quelles sont les potentialités et limites de la Francophonie (le « F » majuscule faisant référence à l'institution) dans le domaine économique—que peut-elle faire en la matière ? Et quelles seraient les actions les plus souhaitables—que devrait-elle faire ?

Patrick Messerlin, *article, document de travail*, octobre 2014

http://www.gem.sciences-po.fr/content/publications/pdf/Messerlin_Francophonie102014.pdf

Etude du marché du e-commerce en Afrique subsaharienne

D'après McKinsey, 167 millions d'Africains ont déjà accès à Internet, soit 16% de la population. Parmi eux, 67 millions possèdent un smartphone. Les analystes de Knowdys, quant à eux, prévoient une augmentation de 65% des abonnements téléphoniques dans l'intervalle 2015-2020 et un boom du e-commerce au sud du Sahara. Cette étude délivre les clés pour comprendre et investir sur ce marché en croissance exponentielle.

Knowdys Database, *Africa Diligence*, septembre 2014

<http://www.africadiligence.com/etude-du-marche-du-e-commerce-en-afrique-subsaharienne-792390/>

La francophonie en Asie, atout négligé par la France

La langue française en Asie progresse après une période de régression. En Asie, le français apparaît comme une langue de spécialisation et de différenciation qui séduit. La zone est dominée par les deux grands réseaux de Chine et d'Inde, mais la dynamique est positive partout. Même dans les pays de la péninsule indochinoise, un changement est palpable après des années de dégringolade. *Philippe Delalande, Asie 21 - Futuribles*, mai 2014

<http://www.avenir-langue-francaise.fr/articles.php?lng=fr&pg=1108>

Retour sur la polémique de la place de la francophonie en 2050

En Septembre 2013, deux analystes de la banque d'investissement Natixis, concluent que « le français pourrait être (en 2050) la langue la plus parlée dans le monde devant l'anglais et le mandarin. Les journalistes de l'Express soulignent deux erreurs majeures. Cependant, le magazine Forbes comme le magazine l'Express ne prend pas en compte certains renversements de tendance à l'image de ce qui se passe aujourd'hui en Algérie où la pratique du français est relancée.

Pavel Govciyan, mai 2014

<http://www.knowckers.org/2014/05/retour-sur-la-polemique-de-la-place-de-la-francophonie-en-2050/>

DÉFIS

Les ONG, un vecteur d'influence pour la France en Afrique francophone

Les dividendes de cette action sociale extérieure n'ont pas toute l'ampleur que la France serait en légitimité d'attendre.

Thibaut Deloffre, Max-Erwann Gastineau, Fabienne Jourdan, Alexandra Moreau-Cordisco Et Paul Renard, Ege, juin 2015
<http://www.ege.fr/index.php/actualites/la-revue-de-presse/item/publication-de-l-etude-les-ong-vecteur-d-influence-pour-la-france-en-afrique-francophone-le-cas-de-raes.html>

La France doit réinvestir le monde francophone

La France et les Français sont-ils conscients de la dimension mondiale de leur langue et de l'étendue de l'espace francophone ? En ce début du XXI^e siècle, il semble que non... Et ce, au grand étonnement des francophones d'outre-mer, qu'ils soient Québécois, marocains, congolais, malgaches ou néo-calédoniens, avec toutes les conséquences négatives qui en découlent : perte d'opportunités économiques majeures et dévalorisation de la langue française.

Ilyes Zouari, avril 2015

http://www.geopolitique-africaine.com/la-france-doit-reinvestir-le-monde-francophone_900005.html

Quel avenir pour le « Global English » à l'heure de la mondialisation ?

Loin d'être une « malédiction » (celle, soi-disant, de Babel), la diversité linguistique de l'Union européenne est un atout extraordinaire à l'heure de la mondialisation.

Michaël Oustinoff, Université Nice Sophia Antipolis / ISCC (CNRS), avril 2015

<http://www.euractiv.fr/sections/langues-culture/quel-avenir-pour-le-global-english-lheure-de-la-mondialisation-313920>

La Francophonie, espace géopolitique et géoéconomique

Si la Francophonie veut apparaître comme une alternative humaniste à l'hégémonie d'une « Chinaméricanie » très matérialiste, elle doit devenir un véritable espace qui soit générateur de croissance et d'emplois en créant les conditions d'un développement solidaire et durable, et non pas simplement, un aimable espace des États et de nations « ayant le français en partage ». Le noyau dur de la Francophonie se situe en Afrique. C'est ce noyau dur qu'il faut privilégier sur tous les plans.

Christian Gambotti, Géoéconomie, Institut Choiseul, mars 2015

http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=GEOEC_073_0189

La reconnaissance et l'efficacité des clauses de stabilisation dans les contrats miniers

Afin de protéger les investisseurs face aux risques politique, économique, fiscal ou juridique dans les pays en développement et notamment en Afrique, des clauses dites de stabilisation sont généralement prévues aux termes de contrats d'investissement, notamment dans le secteur de l'Énergie où les contrats sont de longue durée et stratégiques.

Deloitte, revue juridique et fiscale, mars 2015

http://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/fr/Documents/Pages/deloitte-afrique-francophone/deloitte_revue-juridique-et-fiscale-afrique-francophone-n3-newsletter.pdf

Sept ans de veille et d'intelligence économique en Afrique

L'ouvrage « 70 chroniques de guerre économique » compile des articles rédigés entre 2007 et 2014 et regroupés en 7 parties.

Ouvrage, Guy Gweth, Knowdys Database, Africa Diligence, mars 2015

<http://www.africadiligence.com/sept-ans-de-veille-et-dintelligence-economique-en-afrique/>

Etat de la francophonie numérique

Ce rapport dresse un premier bilan de la situation francophone dans le domaine des TIC et rappelle les défis

à relever pour que le numérique soit moteur de développement, renforce la participation citoyenne, l'expression des libertés démocratiques et la place de la langue française sur Internet.

Centre de langue française, mars 2015

<http://www.francais.cci-paris-idf.fr/actualites/1er-rapport-sur-letat-de-la-francophonie-numerique/>

Situation des Français établis hors de France

Accompagner les Français qui vivent et qui s'installent à l'étranger, la diplomatie économique permet d'encourager et de soutenir les entreprises françaises, notamment les PME, sur les marchés internationaux.

Rapport du Gouvernement, Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, mars 2015

<http://www.assemblee-afe.fr/le-rapport-du-gouvernement.html>

Les avancées de l'OIF

La francophonie économique, pour éclore puis pour vivre, n'a-t-elle pas besoin d'une structure originale propre, agile, capable de recevoir des capitaux privés et de mener des projets de façon autonome ?

Damien Poupart, Portail de l'IE, janvier 2015

<http://www.portail-ie.fr/article/1133/Les-avancees-de-l-OIF-qu-en-est-il>

Financement du développement durable

Ce document met en exergue, et de façon subséquente, les différentes analyses et autres propositions du groupe d'experts dans l'élaboration des stratégies de financement du développement durable. L'OIF compte à travers la présentation des concepts et les notions clefs de ce document, faciliter la compréhension du rapport général à un large public, souligner les principales questions et les principaux enjeux liés au financement du Développement durable des prochaines négociations de l'année 2015.

IFDD, janvier 2015

http://www.francophonie.org/IMG/pdf/1._note_de_decryptage.pdf

La Francophonie, "arme de construction massive"

La France peut, dans cet espace unique, s'il se structure intelligemment, y trouver les ressorts d'une activité renouvelée. Là-bas, en francophonie, se trouvent les points de croissance qui nous font défaut, ici, en France.

Pascal Lorot, article, le nouvel économiste, décembre 2014

<http://www.lenouveleconomiste.fr/la-francophonie-arme-de-construction-massive-25326/>

Leasing en Afrique francophone: en attendant un cadre légal attractif

Le leasing, qu'il soit opérationnel ou financier, est non seulement un outil de financement d'une entreprise ou d'une activité génératrice de revenu, mais présente aussi des avantages fiscaux et pratiques que le monde de la PME, surtout francophone, ignore.

Nicolas W Etoyi, Financial Afrik

<http://www.financialafrik.com/2014/12/30/leasing-en-afrique-francophone-en-attendant-un-cadre-legal-attractif/>

OIF : pour une francophonie économique

La Francophonie doit agir à plusieurs niveaux : promouvoir la bonne gouvernance et les bonnes pratiques, soutenir les partenariats d'affaires et l'insertion des pays pauvres dans l'économie mondiale, appuyer le financement d'initiatives de développement, contribuer au développement de l'entrepreneuriat.

Moubarak Lo, économiste, Institut Emergence, Les Echos, novembre 2014

<http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-119206-la-francophonie-sera-economique-ou-ne-sera-pas-1068880.php>

La francophonie doit croire en ses atouts économiques

Il faut également aller beaucoup plus loin sur la voie de l'harmonisation juridique entre les états membres de l'OIF en matière de droit des affaires, voire de droit public. C'est en bâtissant un cadre juridique cohérent que les investissements et les partenariats se multiplieront au sein de l'espace francophone.

Richard Attias, Huffingtonpost, novembre 2014

http://www.huffingtonpost.fr/richard-attias/la-francophonie-doit-croire-en-ses-atouts-economiques_b_6219456.html

Le français est une force commerciale et industrielle
Contrairement à une idée reçue, la pratique de la langue française est utile au développement industriel et commercial, car elle évite une standardisation absolue des modes de pensée.

Jérôme Bodin, *analyste, Natixis, La Tribune, novembre 2014*
<http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/20141126trib6ef2a9c16/le-francais-est-une-force-commerciale-et-industrielle.html>

Les enjeux de l'union économique francophone
Dans le monde d'aujourd'hui marqué par la globalisation des échanges, on assiste – paradoxalement – à une accélération des regroupements régionaux qui associent vision politique et stratégie économique.

Lucien Pambou, *Géopolitique africaine, novembre 2014*
http://www.geopolitique-africaine.com/les-enjeux-de-l%E2%80%99union-économique-francophone_998887.html

La langue française : une arme d'équilibre de la mondialisation

Ce livre dresse un bilan de la situation de notre langue en France et à l'international. Il analyse le rôle des entreprises, qui en France sont des vecteurs de l'anglicisation alors qu'elles diffusent au contraire le français dans les pays étrangers où elles s'implantent ainsi que les processus à l'œuvre en Afrique.

Yves Montenay et Damien Soupart, *ouvrage Les Belles Lettres, présentation Lopinion, novembre 2014*
<http://www.lopinion.fr/19-fevrier-2015/mondialisation-est-chance-francophonie-a-condition-vouloir-21548>

La Francophonie: An Opportunity for U.S.-Canada Development Cooperation

Près de la moitié des pays membres de la Francophonie sont au niveau le plus faible de développement selon le had, aussi la francophonie constitue un point d'entrée crucial pour les Etats-Unis pour travailler avec le Canada pour relever les défis de développement.

Centre for Strategic and International Studies, Daniel F. Runde, *novembre 2014*
<http://csis.org/publication/la-francophonie-opportunity-us-canada-development-cooperation>

Cadre stratégique décennal de la Francophonie

Le Cadre stratégique vise à définir les objectifs et les moyens qui mettront l'OIF en mesure d'exercer une influence dans les affaires internationales et de contribuer à relever avec succès certains des défis de la mondialisation pour la prochaine décennie.

Xe Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage Ouagadougou, Burkina Faso, *novembre 2014*
http://www.francophonie.org/IMG/pdf/Cadre_strategique.pdf

Quelle diplomatie économique en Afrique sous François Hollande ?

Trois grands thèmes abordés dans l'ouvrage : la normalisation des relations de la France à l'Afrique, la question des interventions militaires françaises sur le continent et la diplomatie économique.

Hélène Quénot-Suarez, Aline Leboeuf, *Ifri, novembre 2014*
<https://afriquedecryptages.wordpress.com/2014/12/15/quelle-diplomatie-économique-en-afrique-sous-francois-hollande/>

Prix de transfert en Afrique francophone

Les recettes fiscales exercent une influence grandissante sur les perspectives de développement et de croissance économique de l'Afrique. *Revue juridique et fiscale d'Afrique francophone, Deloitte, novembre 2014*
http://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/fr/Documents/Newsletters/deloitte_newsletter-n2_cluster-juridique%20fiscal_nov-14.pdf

L'Afrique francophone piégée par sa monnaie unique

L'écart grandit avec les pays disposant de leur propre devise et connaissant des alternances politiques sans intervention de l'ancienne puissance coloniale. Il révèle les entraves au développement que représente une monnaie unique sans mécanisme de solidarité ni politique harmonisée.

Sanou Mbaye, *le monde diplomatique, novembre 2014*
<http://www.monde-diplomatique.fr/2014/11/MBAYE/50931>

Francophonie économique et attractivité territoriale

Malgré quelques avancées en matière d'organisation régionale sous forme de commissions économiques (CEDEAO, CEEAC, etc), l'Afrique francophone doit agir plus efficacement pour attirer davantage d'investisseurs. La difficulté est en partie liée à l'éclatement de l'espace francophone. On pourrait, de ce point de vue, adopter une méthode visant à expérimenter la francophonie économique en Afrique avant de l'étendre à l'espace francophile dans son intégralité.

Lucien Pambou, *Géopolitique africaine, novembre 2014*
http://www.geopolitique-africaine.com/evenements/francophonie-économique-attractivité-territoriale_778787.html

Un Aléa Moral ? Les méga-partenariats public-privé dans l'agriculture africaine

Les États africains se tournent vers des partenariats à grande échelle avec des bailleurs de fonds et des multinationales pour stimuler l'investissement dans l'agriculture. Toutefois, ces méga-partenariats public-privé n'apportent aucune garantie d'efficacité et se révèlent extrêmement dangereux.

Robin Willoughby, *Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam International, août 2014*
http://www.francophonie.org/IMG/pdf/oxfam_bp188-public-private-partnerships-agriculture-afrique-010914-fr.pdf

Afrique francophone

Fort du récent développement de firmes africaines et alors que les géants américains sont encore absents du continent, le E-Commerce en Afrique se trouve devant un gigantesque boulevard. Comment l'Afrique se prépare-t-elle à relever le défi ?

La lettre de Deloitte, *juillet 2014*
http://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/fpc/Documents/nous-connaître/deloitte-afrique-francophone/DeloitteAfriqueFrancophone-newsletter4_juillet2014.pdf

Le défi de la bancarisation en Afrique

Insuffisance des revenus, irrégularité des salaires, spécificité de l'économie informelle : alors que l'émergence économique est actée, le prochain défi du continent est celui de la bancarisation.

Euronews, *juillet 2014*
<http://fr.euronews.com/2014/07/30/le-defi-de-la-bancarisation-en-afrique/>

Contester le déclinisme français par un jeu de cartes

La France se situe au 4e rang mondial pour l'accueil des étudiants étrangers, tout en exportant dans le même temps un modèle d'enseignement avec des filières francophones et des établissements français en dehors des frontières.

Florent Parmentier, *Slate.fr, juillet 2014*
<http://www.slate.fr/story/90309/contester-declinisme-francais-jeu-de-cartes>

Pour que l'Afrique francophone soit une opportunité pour le cinéma français

La modernisation du cinéma d'Afrique francophone représente une opportunité que le cinéma français doit saisir s'il veut faire face à la concurrence américaine, indienne et chinoise. Le rapport encourage principalement l'élaboration d'un partenariat autour de la structuration d'un écosystème favorable au cinéma francophone.

Unifrance, *rapport, juin 2014*
<http://www.unifrance.org/actualites/11970/unifrance-films-devoile-son-rapport-sur-les-opportunités-en-afrique-francophone-pour-le-cinéma-français>

10 propositions pour une nouvelle approche de l'aide au développement

A l'horizon auquel doit être pensée toute innovation, l'Aide Publique au Développement (APD) ne représentera plus que quelques points de PIB des pays du sud, et il est d'ailleurs peu probable qu'elle se maintienne à son niveau actuel, compte tenu des arbitrages budgétaires. Les auteurs proposent d'en revisiter les priorités et les modalités d'intervention.

Faber et Naidoo, *janvier 2014*
http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Faber_RapportComple_FR_cle865fc1.pdf

INNOVATIONS

Quand les start-up EdTech changent la donne éducative

Plongée dans le monde des entrepreneurs africains spécialistes des EdTech, ces innovations combinent éducation et technologies.

Yoann Chaland, Réseau francophone de l'innovation (Flnnov), juin 2015

<http://www.francophonieinnovation.org/articles/h/innovation-africaine-quand-les-start-up-edtech-changent-la-donne-educative.html>

3ème sommet africain de l'Internet

L'OIF soutient le renforcement des capacités techniques des acteurs africains. L'Internet et les technologies de l'Information doivent être des facteurs de production de valeurs ajoutées ou des catalyseurs pour le développement des économies nationales et africaines

Florent Breuil, Réseau francophone de l'innovation (Flnnov), juin 2015

<http://www.francophonieinnovation.org/articles/h/3e-sommet-africain-de-linternet-loif-soutient-le-renforcement-des-capacites-techniques-des-acteurs-africains.html>

La première plateforme de crowdspeaking FR est née

La startup Wibuzz.it a l'ambition d'être le crowdspeaking en francophonie afin d'aider et soutenir tout projet créatif ou innovant à avoir la visibilité qu'il mérite auprès de son public, de façon collaborative et participative.

Africa Diligence, mai 2015

<http://www.africadiligence.com/la-premiere-plateforme-de-crowdspeaking-est-nee/>

Lancement de l'initiative la France s'engage au Sud

La France s'engage au Sud est un nouveau dispositif qui vous apporte de la visibilité, vous aide à trouver des partenaires publics ou privés. Le lancement de l'appel à projets le 24 avril, vise à soutenir et à accompagner l'innovation sociale au Sud.

Vincent Jay, Réseau francophone de l'innovation (Flnnov), avril 2015

<http://www.francophonieinnovation.org/articles/h/lancement-de-linitiative-la-france-sengage-au-sud-24-avril-2015.html>

Tunisie : atténuation des risques des investissements dans les énergies renouvelables

Ce rapport assure la promotion des investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables (Plan Solaire Tunisien...). ONU, avril 2015

http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Environment%20and%20Energy/Climate%20Strategies/DREI%20Tunisia%20Full%20Report_French_24Mar15.pdf

Prix de l'Innovation pour l'Afrique (PIA)

Le PIA honore et encourage les réalisations innovantes qui contribuent au développement de nouveaux produits, à l'augmentation de l'efficacité ou à la réduction des coûts en Afrique.

Fondation Africaine pour l'Innovation (AIF), avril 2015

<http://innovationprizeforafrica.org/about-ipa/?fr=1>

La fièvre des Mooc gagne l'Afrique

Pour sa troisième édition, le programme de l'École centrale de Lille consacré à la gestion de projet rencontre un important succès sur le continent. Plus de 20% des 11 300 inscrits viennent d'Afrique.

Julien Cléménçot, Jeune Afrique, avril 2015

<http://economie.jeuneafrique.com/regions/international-panafricain/21932-la-fievre-des-mooc-gagne-lafrique-.html>

L'AFD et le CIRAD partenaires pour la recherche et l'innovation au bénéfice des agricultures du Sud

L'AFD et le Cirad ont signé un accord-cadre de partenariat destiné à favoriser la production de connaissances et la promotion d'innovations, en faveur des filières agricoles et des zones rurales des pays du sud en développement.

Florent Breuil, Réseau francophone de l'innovation (Flnnov), janvier 2015

<http://www.francophonieinnovation.org/articles/h/lafd-et-le-cirad-partenaires-pour-la-recherche-et-linnovation-au-benefice-des-agricultures-du-sud.html>

Jeux vidéo : un secteur d'avenir en francophonie

L'ingénierie pédagogique devient un réel enjeu, au même titre que la convergence des médias et il est capital pour nos PME francophones de stabiliser leur trésorerie pour promouvoir au mieux leur créativité.

Thibault Verbiest, Le Cercle Les Echos, novembre 2014

<http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-118723-jeux-video-un-secteur-davenir-en-francophonie-1065559.php>

Le numérique au service de l'éducation en Afrique

Selon le rapport, l'usage d'outils informatiques permettrait d'impliquer plus profondément les élèves dans leurs études et conduirait à les éveiller plus rapidement. Il souligne néanmoins la nécessité, plutôt que de projets pilotes éparés, d'un plan d'action plus global.

AFD, novembre 2014

<http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/THEMATIQUES/s-avoirscommuns/17-Savoirs-communs-VF.pdf>

Initiatives "Innovation" du Groupe ACP

EDULINK représente une approche harmonisée pour la mise en œuvre des programmes financés par l'Union européenne dans le groupe des États ACP en vue d'améliorer l'efficacité, la gestion, la visibilité et donc l'impact de la coopération ACP-UE dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Florent Breuil, Réseau francophone de l'innovation (Flnnov), novembre 2014

<http://www.francophonieinnovation.org/articles/h/initiatives-innovation-du-groupe-acp.html>

Un appli' au service de la société civile francophone

Pour pallier aux obstacles nombreux posés par les frontières ou le coût des voyages internationaux, une mise en réseau virtuelle des acteurs francophones doit être facilitée en dehors des cadres institutionnels.

RFI, novembre 2014

<http://www.rfi.fr/com/20150506-une-appli-service-societe-civile-francophone>

Etude du marché de la formation à distance en Afrique

Avec 30 millions d'enfants non scolarisés au quatrième trimestre 2013, l'Afrique subsaharienne est une zone d'éducation prioritaire pour l'Unesco. A côté des efforts gouvernementaux et des agences de développement, le secteur privé se positionne peu à peu sur un marché du e-learning dopé par la demande et la forte exposition des jeunes Africains aux TICs.

Knowdys Database, Africa Diligence, septembre 2014

<http://www.africadiligence.com/etude-du-marche-de-la-formation-a-distance-en-afrique-4761230/>

Forum francophone de l'innovation

Les participants au Forum francophone de l'innovation ont formulé à l'issue des travaux des recommandations.

Francis Gurry, septembre 2014

<http://www.francophonieinnovation.org/data/sources/users/2/docs/rapport-generalforum-francophone-de-linnovation.pdf>

Les Mooc, un atout dans la guerre économique

A l'heure de la rentrée universitaire, l'OCDE publie un rapport qui reconnaît la progression de l'attractivité de nos établissements d'enseignement supérieur auprès des étudiants étrangers. Bonne nouvelle alors que l'on piétine du côté du classement de Shanghai.

Françoise Benhamou, Le Cercle des économistes, septembre 2014

<http://lecercledeseconomistes.fr/les-mooc-un-atout-dans-la-guerre-economique/>

Clusters au Maghreb : vers un modèle de cluster maghrébin spécifique

La transformation qui est en train de s'opérer en Afrique du Nord, transformation qui est le fruit de choix effectués par les acteurs publics et privés en faveur de collectifs productifs ouverts que sont les clusters, est porteuse de changements profonds. Elle ouvre des perspectives sur le développement de coproductions à grande échelle.

Institut de Prospective Économique du Monde Méditerranéen (IPEMED), juillet 2014

<http://www.francophonieinnovation.org/articles/h/clusters-au-maghreb-vers-un-modele-de-cluster-maghrebin-specifique.html>

PROJETS ET INITIATIVES

Aide pour le commerce entre pays francophones, une initiative de l'OMC

L'OIF et le Centre du Commerce International (CCI) ont présentés les résultats très positifs d'un projet de développement des flux commerciaux de la région du Mekong (Vietnam, Laos, Cambodge) et ceux d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. *Juin 2015*

<http://www.francophonie.org/OIF-Geneve-seminaire-sur-le.html>

Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes

Initié par l'OIF, le programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes vise à aider les pays à identifier les opportunités de créations d'emplois et sources de revenus dans les filières locales à fort potentiel ainsi que dans les secteurs stratégiques pour la Francophonie : économie numérique, économie verte et économie sociale et solidaire. *Juin 2015*

http://www.francophonie.org/IMG/pdf/depliant_entrepreneuriat_jf_a5.pdf

La Tripartite, nouvel accord de libre-échange

Vingt-six pays d'Afrique de l'Est ont signé un traité de libre-échange, une étape supplémentaire sur le long cheminement vers l'intégration économique d'une cinquantaine de pays aux niveaux de développement très divers. Portés par le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Égypte, ce sont près de 630 millions d'habitants et un PIB de plus de 1000 milliards de dollars qui sont réunis au sein de la Tripartite après 5 ans de négociations. *RFI, juin 2015*

<http://www.rfi.fr/afrique/20150609-egypte-traite-libre-echange-26-pays-afrique-est-sud/>

Understanding the importance of the Tripartite Free Trade Area

Promouvoir le commerce intra-régional a longtemps été une priorité pour les décideurs politiques africains. Au fil du temps, les accords d'intégration régionaux ont proliféré sur tout le continent, créant souvent un mélange confus de régimes qui se chevauchent, parfois incompatibles.

Soamiely Andriamananjara, Brookings Institution, juin 2015

<http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2015/06/17-tripartite-free-trade-area-andriamananjara>

Développement de l'espace numérique francophone

A l'initiative conjointe de la France et de l'OIF et avec le concours de l'AUF, les ministres de l'Enseignement supérieur de la Francophonie se sont réunis. La rencontre a permis de dresser l'état des lieux des ressources numériques dans l'espace universitaire francophone, d'évoquer les besoins et le rôle des universités et de réfléchir à une meilleure mutualisation des ressources existantes. Les ministres ont adopté une déclaration commune annonçant des mesures à cette fin.

France diplomatie, juin 2015

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/francophonie-et-langue-francaise/actualites-et-evenements-lies-a-la/actualites-2015-de-la-francophonie/article/reunion-des-ministres-francophones>

Choiseul 100 Africa

"Choiseul 100 Africa" présente des femmes et hommes d'affaires africains qui contribuent au développement économique, social et culturel du continent. Ils emploient aujourd'hui plus de 300 000 personnes en Afrique et leur activité économique représente 90 milliards d'euros

France diplomatie, juin 2015

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-economique-et-commerce/actualites-lies-a-la-diplomatie-23093/2015/article/afrique-diplomatie-economique-119736>

Le projet OHADAC : organisation pour l'harmonisation du droit des affaires dans la Caraïbe

Au plan institutionnel, la création d'un centre d'arbitrage et de conciliation intra-caribéen OHADAC, facilitant la résolution rapide des différends portant sur les échanges régionaux de biens et services pour les PME, devra être

suivie, de la création d'une base de données régionale concernant le droit des affaires.

Fondation droit continental, mai 2015

<http://www.fondation-droitcontinental.org/fr/wp-content/uploads/2015/05/Présentation-OHADAC.pdf>

RH-Excellence Afrique

Le Programme « RH-Excellence Afrique » du CIAN vise à renforcer le dialogue entre les établissements de formation professionnelle et les entreprises. L'objectif est que l'offre de formation en Afrique réponde aux besoins de l'économie réelle pour améliorer l'employabilité et ainsi faire face au défi majeur du continent, sa jeunesse avec un référentiel de certification/labellisation et un guide de procédures.

Myriam Dubertrand, Le Monde Afrique, mai 2015

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/05/27/rh-excellence-afrique-pour-des-formations-qui-correspondent-enfin-aux-emplois_4641406_3212.html

Renforcer l'espace économique francophone pour en faire un espace d'échanges, de coopération et de solidarité privilégié

L'idée du PFN est de mener des actions diversifiées pour renforcer la capacité des femmes de la Francophonie à intégrer la normalisation au sens large dans leurs activités d'affaires, à favoriser leur participation aux travaux internationaux de la normalisation.

Association RNF, avril 2015

http://www.associationrnf.org/wp-content/uploads/2015/04/Projet-RNF-Femmes-et-normalisation_version-courte.pdf

Chine-Canada : des visas de dix ans accordés

La Chine et le Canada ont commencé cette semaine à délivrer des visas réciproques, une mesure essentielle dans l'accroissement des échanges entre les deux pays. Des visas à entrées multiples pour des séjours d'affaires, voyages ou visites familiales seront désormais accordés, allant jusqu'à une validité de 10 ans, ont annoncé les deux gouvernements. *Le Quotidien du Peuple, mars 2015*

<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n/2015/0311/c31354-8861291.html>

La coopération Sud Sud

Forum de Crans Montana sur l'Afrique

Cette réunion consacrée à l'Afrique et à la Coopération Sud-Sud a rassemblé les grands décideurs du monde afin de créer une opportunité pour les hauts représentants de l'Afrique mais aussi du reste du monde ainsi que les populations locales de dialoguer, de partager des projets et des visions d'avenir.

Forum Crans Montana, mars 2015

<http://www.cmf.ch/fr/events/2015-03-14-2015-la-cooperation-sud-sud-forum-de-crans-montana-sur-l%E2%80%99afrique>

Coopération académique franco-chinoise et enseignement du français dans la circonscription de Shanghai

La coopération en matière éducative a été et demeure un vecteur essentiel de promotion des relations diplomatiques entre la France et la Chine. Initiés dès les années 1920, les échanges d'étudiants chinois et français se sont exacerbés tout au long du XXème et du XXIème siècles. A l'heure où la Francophonie constitue un enjeu central pour la préservation des intérêts français dans le monde, il est important de renforcer les liens d'amitié entre les populations françaises et étrangères.

Ambassade de France en Chine, mars 2015

<http://www.ambafrance-cn.org/La-Francophonie-fete-ses-20-ans-Cooperation-academique>

Le projet FUN : Etat des lieux et enjeux internationaux

La pédagogie numérique peut véritablement ouvrir la voie à un accès plus large au savoir et à la diplomation. FUN a pour ambition d'être à l'international la vitrine des formations supérieures en France aux côtés d'autres établissements en pointe sur le numérique que l'on peut retrouver en Suisse, en Belgique et au Québec.

Catherine Mongenet, février 2015

https://www.ulg.ac.be/upload/docs/application/pdf/2015-02/mongenet-etat_des_lieux_et_enjeux_internationaux.pdf

« Source sûre », plateforme francophone pour lanceurs d'alertes

La RTBF, Le Monde, Le Soir et La Libre Belgique mettent en ligne « source sûre », la première plateforme francophone internationale destinée aux lanceurs d'alerte. Le site sécurisé sourcesure.eu permet à des lanceurs d'alerte d'envoyer des informations confidentielles à des médias. *Le Monde*, février 2015
http://www.lemonde.fr/pixels/article/2015/02/04/source-sure-plateforme-francophone-pour-lanceurs-d-alertes_4569592_4408996.html

Young Leaders

Le programme « Young Leaders » réunira, chaque année, une trentaine de jeunes leaders africains et français en deux sessions en France et en Afrique dans le but de nouer des liens personnels et proposer une réflexion commune sur des enjeux globaux. Le thème retenu en 2015 est celui du changement climatique dans la perspective de la COP 21.

Fondation Africa France, février 2015

<http://www.africafrance.org/programme/young-leaders/>

Bilan du forum franco-africain pour une croissance partagée

Afin d'accompagner le continent africain face aux difficultés de financement de l'économie et d'atteindre l'objectif de doublement des échanges en cinq ans, la France fait valoir la mobilisation de tous ses outils.

Stanislas Ndayishimiye, février 2015

<http://www.ambassadefrance-tn.org/Forum-franco-africain-pour-une>

La plateforme de e-learning IFOS veut promouvoir le français professionnel

La création de cette plateforme, a-t-elle rappelé, s'inscrit initialement dans le programme « 100 000 professeurs pour l'Afrique » du ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI), lequel vise à assurer le renouvellement des enseignants africains, une population vieillissante, et à améliorer leur niveau de formation.

Anne Tallineau, Institut français, janvier 2015

<http://www.lemoci.com/la-plateforme-elearning-ifos-veut-promouvoir-le-francais-professionnel/#sthash.X5rjx51a.dpuf>

Le numérique au service de l'éducation en Afrique

Cette publication s'appuie sur les conclusions d'un groupe de réflexion rassemblant représentants des agences de développement, organismes internationaux, ONG, entreprises du secteur des TIC, qui s'est réuni sous des formats divers ces dernières années pour réfléchir au potentiel des TIC dans l'amélioration de la qualité de l'éducation de base en Afrique.

Agence Française de Développement, Agence universitaire de la Francophonie, Orange & UNESCO, janvier 2015

<http://www.afd.fr/webdav/shared/PUBLICATIONS/THEMATIQUES/savoiscsmms/17-Savoirs-communs-VF.pdf>

La Francophonie économique se renforce dans le dispositif opératoire de l'OIF

Cette orientation vise à rendre plus lisible, efficace et visible les actions d'accompagnement des acteurs publics et privés dans leurs stratégies et politiques de développement économique et social, de réduction de la pauvreté et de création de la croissance.

OIF, décembre 2014

<http://www.francophonie.org/-Economie-.html>

Assemblée parlementaire de la Francophonie

Le présent rapport d'information revient sur l'élaboration d'un nouveau cadre stratégique 2014, point sur les travaux de l'Assemblée parlementaire de la francophonie APF et de la section française.

Jean-Pierre Dufau, rapport d'information, assemblée nationale, décembre 2014

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i2486.asp>

La francophonie économique passe par les réseaux

Les réseaux sont les moyens les plus efficaces pour aller vers la concrétisation de la francophonie économique. Ces cercles existent déjà puisque les pays francophones

se retrouvent au carrefour de plusieurs associations et forums. Ces réseaux vont des chambres de commerce, des banquiers francophones et, entre autres, des différents groupements professionnels.

Brahim Benjelloun Touimi, *Financial Afrik*, décembre 2014

<http://www.financialafrik.com/2014/12/10/la-francophonie-economique-passe-par-les-reseaux/>

Mutualisation du risque de crédit dans l'espace francophone

Cette mutualisation aboutirait à lever des sommes conséquentes sur les marchés financiers à faible taux permettant de financer des investissements.

Seydina Tandia, *Financial Afrik*, décembre 2014

<http://www.financialafrik.com/2014/12/14/seydina-tandia-preconise-la-mutualisation-du-risque-de-credit-dans-lespace-francophone/>

9e conférence des OING et OSC de la francophonie

Les femmes et les jeunes sont au cœur des mutations, voire des bouleversements, d'où la nécessité d'en faire des leviers au lieu de les marginaliser.

Synthèse des travaux, Roger Ferrari, président de la conférence novembre 2014

http://www.francophonie.org/IMG/pdf/synthe_se_travaux_conf_oing_2014_web.pdf

Inauguration du Campus numérique francophone partenaire de Hanoï

Le Campus de Hanoï constitue, avec les 35 instituts de l'Académie des sciences sociales et les 21 autres campus numériques répartis dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique, un vaste réseau de compétences et d'expertise au service de la connaissance, de la formation et de l'innovation dans les méthodes d'enseignement et de recherche.

Vietnamplus, novembre 2014

<http://fr.vietnamplus.vn/Home/Inauguration-du-Campus-numerique-francophone-partenaire-de-Hanoi/20154/52198.vnplus>

Un nouveau réseau de villes francophones en Amérique du Nord

Le maire de Québec a annoncé la création d'un réseau de villes francophones et francophiles au Canada et aux Etats-Unis avec 20 millions de locuteurs français, fer de lance de la francophonie dans le monde.

Guillaume Serina, *The Ben Franklin Post*, novembre 2014

<http://franceusamedia.com/2014/11/un-nouveau-reseau-de-villes-francophones-en-amerique-du-nord/>

Un projet suisse pour booster la formation en Afrique

Mettre le paquet sur la formation des jeunes, c'est le credo de la coopération suisse au développement avec à la clé un projet de MOOC mené par l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL).

Frédéric Burnand, Genève, *Swissinfo*, novembre 2014

<http://www.swissinfo.ch/fre/un-projet-suisse-pour-booster-la-formation-en-afrique/41135184>

Forum régional sur la coopération économique francophone

Les contributions des réseaux et des différents forums d'entrepreneurs ont permis d'illustrer les progrès concrets qui ont été accomplis dans la coopération économique, que ce soit au sein d'ensembles régionaux francophones tels que la Commission de l'océan Indien, qu'entre différents ensembles régionaux. Enfin, un accent particulier a été mis sur le rôle primordial des femmes entrepreneurs, des femmes chefs d'entreprise dans la coopération économique.

Stève Gentili, FFA, novembre 2014

http://www.francophonie.org/IMG/pdf/actes_forum_economique_version_finale.pdf

2e édition du Forum international Normes pour l'Afrique

La Déclaration affirme la volonté des acteurs directs et indirects de la normalisation en Afrique francophone de s'investir dans ce domaine d'activités où leurs pays continuent d'accuser un retard.

ARNF Forum international Normes pour l'Afrique, février 2014

http://www.associationrnf.org/wp-content/uploads/2015/04/Rapport_final_Forum_de_Kinshasa_20032014.pdf

✓ Agenda

Rencontres territoriales de la francophonie économique

Conscients des enjeux de la francophonie économique, la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) et l'Association internationale des régions francophones (AIRF) ont souhaité, en partenariat avec l'Association des Régions de France (ARF) et la CCI Champagne-Ardenne, rassembler les acteurs et les décideurs des territoires du monde francophone.

Cet événement aura pour objectif principal la co-élaboration, avec les participants francophones présents, de propositions concrètes et réalistes pour le développement économique de l'espace francophone. L'ensemble des travaux devront donc permettre de renforcer une stratégie économique francophone commune.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/actualites-et-agenda-de-la-cooperation-decentralisee/actualites-de-la-cooperation-decentralisee/article/rencontres-territoriales-de-la>

4 juillet à Reims

2ème forum mondial de la langue française

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a confié la mise en œuvre du 2e Forum mondial de la langue française à la Fédération Wallonie-Bruxelles (Belgique), membre et partenaire actif de l'OIF. La Ville de Liège accueillera cette édition en tant que ville connectée au niveau international, fondatrice de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), « cap Nord » de la francophonie européenne et capitale économique de la Wallonie.

<http://www.forumfrancophonie.org/>

20-23 juillet à Liège

Salon Africain du Web et de l'Intelligence Economique

Le Salon africain du Web et de l'Intelligence Economique (SAAWIE) est le rendez-vous dédié au numérique et à l'intelligence Economique sur le Continent africain. Cet événement se veut comme une plateforme avec pour objectif de tisser des partenariats et d'attirer de nouveaux talents.

<http://www.francophonieinnovation.org/articles/h/salon-africain-du-web-et-de-lintelligence-economique.html>

24-26 Juillet à Yaoundé au Cameroun

Nomination de M. Jean-Baptiste Carpentier délégué interministériel à l'intelligence économique

Sur proposition du Premier ministre, M. Jean-Baptiste CARPENTIER, inspecteur général des finances, est nommé délégué interministériel à l'intelligence économique, à compter du 3 août 2015.
Décret du 1er juillet 2015

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030830588&categorieLien=id>



Service de coordination à
l'intelligence économique

Conception et réalisation
SCIE - Département
outils de veille et
e-communication

Abonnement par courriel
IE.Bercy@finances.gouv.fr

Publication du Service de Coordination à l'Intelligence Economique des ministères économiques et financiers.

IE Bercy est une lettre interne aux ministères de Bercy et à ses réseaux partenaires.

Directeur de la publication

Jean-Louis TERTIAN, Coordonnateur ministériel à l'intelligence économique p.i.

Rédactrice en chef

Dominique SABATTE

<http://www.economie.gouv.fr/intelligence-economique/>